

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 21 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SORAM

6 rue Ferdinand de Lesseps
79000 Niort

Références : 0100300229/2025/328

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement SORAM implanté 6 rue Ferdinand de Lesseps 79000 Niort. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société SORAM Groupe a pris en location les locaux situés au 6 rue Ferdinand Lesseps à Niort appartenant à la SCI Lermione et a emménagé fin septembre 2025.

Ce site, comprenant un entrepôt et des locaux de bureaux, était précédemment exploité par la société MOY Sanitaire Chauffage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SORAM
- 6 rue Ferdinand de Lesseps 79000 Niort
- Code AIOT : 0100300229
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société SORAM Groupe a pris en location l'ensemble des locaux situés au 6 rue Ferdinand Lesseps à Niort. Le site accueille également les sociétés SORAM Logistique exploitant principal de l'entrepôt, Liere Buro Design et Créateur de forêt.

La société SORAM Logistique est spécialisée dans le stockage, la livraison et montage de mobilier de bureau, ainsi que des solutions de stockage et d'archivage pour différents clients.

Les installations du site ont fait l'objet d'une prise d'acte n° D8350 en date du 03/07/2020 pour la société MOY Sanitaire Chauffage et sont uniquement soumises au régime de la déclaration au titre de la rubrique 2663-1c (stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse unitaire est composée de polymères). Le site n'a pas fait l'objet de déclaration de changement d'exploitant.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 09/10/2025, article L512-8	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'emménagement récent sur le site, l'exploitant a entamé une démarche d'audit ICPE à l'issue de laquelle il se positionnera vis-à-vis de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant met à jour la situation administrative du site en procédant à la déclaration de changement d'exploitant ou bien de cessation au titre de la rubrique 2663. Le cas échéant, il effectue la télédéclaration relative à ses installations ou dépose en préfecture un dossier d'enregistrement ou d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/10/2025, article L512-8
Thème(s) : Situation administrative, Installations soumises à déclaration
Prescription contrôlée : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.
Constats : L'exploitant indique que l'activité du site consiste en du stockage de mobilier de bureau, d'archives et autres produits pour le compte de clients. Il précise qu'aucune activité de production ou de transformation de produits n'est réalisée et que le stockage ne relève pas de la rubrique 2663 (stockage de pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse unitaire est composée de polymères).

L'exploitant ne prévoit pas de modification sur le site.

Le jour de la visite, l'inspection constate le stockage de mobilier de bureau, de photocopieurs, de big-bags (contenant du lait en poudre d'après l'exploitant). Un espace de stockage pour les archives de clients est installé en mezzanine.

L'exploitant précise qu'une surface de 1 500 m² est dédiée au stockage d'archives sur rayonnage, représentant environ 800 palettes. Cette capacité de stockage sera amenée à augmenter d'après l'exploitant.

Le jour de la visite, l'exploitant explique qu'il n'est pas en mesure d'éditer son état des stocks, car les produits stockés sont en cours de déménagement. L'inspection constate en effet que l'entrepôt contient peu de produits. Certains produits sont stockés pour le compte de clients pour lesquels l'exploitant n'a pas connaissance précisément de la nature et/ou des quantités stockées.

L'exploitant indique qu'il a mandaté un prestataire pour réaliser un audit ICPE du site et présente le devis signé référencé n° 2023/FNX/SORAM Groupe en date du 26/04/2023 établi par la société Axdard. Il précise qu'il a relancé son prestataire le 08/10/2025 pour procéder à l'audit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant informe l'inspection des installations classées de la date de réalisation de l'audit et lui transmet le rapport dès réception. Il positionne ses activités au regard de la nomenclature des installations classées et procède à la régularisation administrative de son site (le cas échéant, changement d'exploitant, cessation, télédéclaration relative à ses installations ou dépôt en préfecture un dossier d'enregistrement ou d'autorisation).

L'exploitant doit disposer de l'état des stocks pour l'ensemble du site, y compris les marchandises qui ne lui appartiennent pas, notamment pour justifier de sa situation vis-à-vis de la réglementation des installations classées et pour renseigner les services de secours en cas d'incident. À cette fin, il se rapproche de l'ensemble de ses clients/usagers de l'entrepôt pour être en mesure d'établir un état des stocks exhaustif. Un plan des stockages doit être joint à l'état des stocks.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois